

Initiatives ministérielles

loi et le projet Hibernia, à la fois pour Terre-Neuve et pour le Canada.

Dois-je rappeler à la Chambre que les dépenses et les recettes pétrolières permettront de relancer les économies de toutes les parties du Canada? Terre-Neuve profitera du projet, cela ne fait aucun doute, mais pour résumer ce que je viens de dire, Hibernia offrira des perspectives commerciales à des chantiers navals, à des fournisseurs de matériel, à des fabricants de ciment et à des centaines d'autres entreprises dans tout le pays, et non pas uniquement à ceux qui font partie du consortium initial. Les activités en aval qui s'ensuivront seront innombrables.

Les produits et services canadiens représenteront 55 à 60 p. 100 des dépenses liées au projet pendant la construction et 65 p. 100 pendant l'exploitation. La plupart des gens employés pendant la construction seront des Canadiens et on prévoit que la majeure partie des gens employés pendant l'exploitation seront également des Canadiens.

Comment peut-on vouloir retarder les choses, parler contre le projet, retourner en arrière, rouvrir les livres et renégocier? Comment peut-on essayer d'obtenir un autre point de pourcentage? Oui, cela ne fait aucun doute que le projet est formidable. J'aimerais qu'on ait 110 p. 100 de contenu canadien, mais j'ai l'esprit pratique.

Nous avons fait tout ce que nous avons pu dans ce document. On en a assez parlé. Je termine, monsieur le Président, car il ne me reste plus qu'une trentaine de secondes. J'implore la Chambre et mes collègues et, en fait, tous les députés de la Chambre, de passer à l'action. Adoptons le projet de loi, faisons commencer la production de pétrole, remboursons les 95 millions de dollars que nous avons empruntés du fonds pour le pétrole extracôtier et finissons-en.

Le président suppléant (M. Paproski): Avant de céder la parole au député de St. John's-Est, conformément à l'article 38 du Règlement, j'ai le devoir d'informer la Chambre que les questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement sont les suivantes: la députée de South West Nova, les pêches, le député de Gatineau-La Lièvre, le tourisme, et le député de Surrey-Nord, l'impôt.

• (1730)

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, lors- que j'ai pris la parole mercredi dernier, c'était ma pre-

mière occasion de parler de Hibernia à la Chambre. Malheureusement, j'ai fait l'erreur de certains politiciens, je me suis laissé emporter et j'ai peut-être pris les choses un peu trop à coeur.

J'ai été un peu surpris d'entendre les néo-démocrates dire que, vu la situation financière du gouvernement, nous ne devrions pas verser de subventions aux sociétés pétrolières. Je les ai accusés d'être des conservateurs de la pire espèce.

Trois points ont été soulevés ce jour-là et je voudrais y revenir brièvement. Le premier est la question des subventions aux sociétés pétrolières. C'est très simple, si nous voulons que ce projet soit réalisé pour le bien de ce pays dont mon collègue, le député de Bonavista—Trinity—Conception, a parlé, il est essentiel que nous mettions de l'argent pour amorcer les choses. Nous devons verser un milliard de dollars et faire en sorte qu'il y ait d'autres ressources si nécessaire, non seulement pour exploiter Hibernia mais aussi, comme l'ont dit un certain nombre d'entre nous, pour garantir l'implantation et l'expansion de l'industrie du pétrole et du gaz sur la côte est, pour le bien de tous les Canadiens.

Si nous ne sommes pas prêts à avancer cet argent, il n'y aura pas de projet Hibernia et personne n'en profitera, personne ne pourra profiter de ce projet de mise en valeur qui, espère-t-on, conduira à la création d'emplois et à l'enrichissement du pays, ce qui nous rendra plus forts et plus compétitifs.

On a prétendu aussi qu'en subventionnant ce projet, le gouvernement du Canada subventionnait la création de sociétés terre-neuviennes qui n'existent pas actuellement ou que les Terre-Neuviens et les Labradoriens n'ont pas les compétences nécessaires pour mener à bien un projet de cette envergure. Le gouvernement subventionnerait, en somme, des compétiteurs des sociétés existantes.

Franchement, ce commentaire est celui qui m'a mis le plus hors de moi. C'est non seulement insultant, mais c'est carrément faux de prétendre que les Terre-Neuviens et les Labradoriens n'ont pas les compétences nécessaires pour un projet comme celui-ci.

À Terre-Neuve et au Labrador, nous avons une capacité dont notre géographie et notre économie ne nous ont malheureusement pas permis de profiter jusqu'à maintenant. Nous avons des ingénieurs et des scientifiques et nous avons la capacité de travailler avec le béton et